



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

F
2846.3
ZP

MASCAREÑAS
LETTRE POLITIQUE SUR
LES AFFAIRES DU ...



3



STANFORD UNIVERSITY LIBRARY

SUR LES AFFAIRES

A SON EXCELLENCE

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE S. M. B.

PAR

LE BARON DE MASCAREÑAS.

MANFORD LIBRARY

LONDRES, SEPTEMBRE, 1851.

F2846.3
Zp
456135

À SON EXCELLENCE
LE VICOMTE PALMERSTON,

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE S. M. B.

MILORD,

AU sortir de l'audience que vous avez daigné m'accorder, je crois remplir un devoir de conscience, en fixant les points principaux sur les quels votre religion me paroît être peu ou mal éclairée, dans les affaires et au sujet des intérêts divers qui s'agitent depuis si longtemps au Rio de la Plata.

Fort des convictions qui m'animent et persuadé que vous croirez à leur sincérité, je n'hésite point, Milord, à aborder franchement les questions sur les quelles vous avez paru désirer être éclairé. Je crois pouvoir les résumer de la manière suivante.

1°. Montevideo n'est il pas la proie d'une poignée d'étrangers ?

2°. Son Gouvernement n'est-il pas anarchique ?

3°. Quel bien a pu faire ce gouvernement depuis qu'il résiste à Rosas ?

4°. Rosas n'est-il pas un homme d'ordre, et, dans ce cas, pourquoi le renverser ?

Tels sont, Milord, si je ne me trompe, les divers sujets de scrupule qui naissent dans votre pensée, au sujet des affaires du Rio de la Plata.

Rien n'étoit plus adroit que de présenter aux cabinets de l'Europe les grands principes de l'ordre et de l'autorité, comme étant pratiqués à Buenos Ayres, tandis qu'on représentoit Montevideo, comme un foyer d'anarchie politique et de désordre moral, administratif et commercial. Ce rôle a été soutenu par le Gouverneur de Buenos Ayres, devant les gouvernements de l'Europe, avec un succès qui explique sans peine l'éloignement des scènes dont le Rio de la Plata est le théâtre depuis longues années.

Pour détruire l'inexactitude de cette appréciation et

faire apparaitre la vérité dans tout son jour, il ne faut qu'une seule chose, c'est le désir sincère d'être instruit. Ce désir étant le vôtre, Milord, ma tâche sera facile ; aussi vais-je aborder de front les diverses questions que je viens de poser, avec l'assurance que les développements qu'elles auront provoqué porteront dans votre esprit, Milord, le sentiment complet de la vérité.

Tel est le succès au quel j'aspire et que j'espère fermement obtenir, car je compte sur les effets de la vérité.

Ces effets sont d'autant plus puissant sur les hommes d'état, qu'ils les éprouvent plus rarement.

1^o. Montevideo n'est pas la proie d'une poignée d'étranger.

Les étrangers qui résident dans Montevideo se divisent en deux catégories : l'une armée, l'autre non armée. Dire que Montevideo est la proie des étrangers armés qu'on appelle des *aventuriers*, c'est oublier volontairement deux choses : 1^o. Les misères très grandes qu'y endurent les étrangers armés. 2^o. La nullité des avantages qu'ils peuvent espérer d'un gouvernement privé de ressources, dans un pays ruiné pour de longues années. Il est donc certain que Montevideo ne sauroit être la proie des étrangers armés, par la raison que des aventuriers ne se soumettroient pas, pendant neuf années, à toute sorte de souffrances en conservant une conduite qu'on peut, sans crainte, appeler irréprochable.

Quant aux résidents qui n'ont pas pris les armes, et qu'on a osé accuser aussi d'exploiter ce malheureux pays, il suffit de connaître le chiffre considérable des sommes qu'ils ont perdues, soit par les ravages de la guerre, soit par les secours qu'ils ont volontairement offerts au Gouvernement de Montevideo, pour comprendre que ce malheureux pays ne peut point être leur proie. Afin de se convaincre de cette vérité, il n'y a qu'à consulter les nombreux documents envoyés au Foreign office depuis neuf années. On y verra que le commerce Anglais a été encouragé par l'agent de la grande Bretagne, à adopter la ligne de conduite qu'il a suivie depuis le mois de décembre 1842, avec une constance digne de meilleur sort. Dès cette époque, en effet, les paroles et

les écrits de Monsieur Mendeville ont porté les commerçants Anglais à adopter, ou peut presque dire *unaniment*, la voie qu'ils ont suivie jusqu'à ce jour.

On ne sauroit se dissimuler que cette conduite des commerçants Anglais implicitement encouragée par le Ministre de S. M. a contribué beaucoup à l'armement de la population étrangère ; de telle sorte qu'on pourroit avancer sans exagération, que la politique du Gouvernement de S. M. a, pour ainsi dire, donné le signal et indiqué la marche à suivre !

Du reste, ce concert parfait de la population étrangère qui a pris les armes, avec les intérêts du commerce Anglais, prouve une vérité *de fait*, c'est que l'ennemi commun que tous les intérêts étrangers ont voulu combattre étoit aussi redoutable pour la prospérité du commerce Anglais que pour la sécurité des étrangers qui ont pris les armes.

Aussi, à l'exemple de tous les *intérêts généraux*, mis aux prises avec *l'intérêt privé* du Gouverneur de Buenos Ayres, le commerce de la grande Bretagne a lutté, avec les ressources qui lui sont inhérentes, pour la défense des privilèges ou des avantages qu'il trouvoit dans Montevideo. Or, rien ne prouve d'avantage l'importance qu'il y attachoit, comme la persévérance dont il a fait preuve, pendant ces neuf années remplies de calamités !

2°. Le Gouvernement de Montevideo n'est pas anarchique.

La preuve de cette assertion est dans le seul fait de la permanence du Président Suares, foible vieillard qui puise sa seule force dans le respect que le peuple de Montevideo professe pour son caractère honorable, et surtout dans son respect pour le *principe d'autorité* qui est inné dans cette population, *en cela tres distincte de celle de Buenos Ayres*. Aussi, tandis que le Gouverneur de Buenos Ayres n'a pu maintenir son autorité que par un système de brigandage organisé qui est fondé sur la délation, la confiscation et le meurtre, le Président de Montevideo, sans force d'aucune sorte, a été maintenu au pouvoir par le seul désir de ses administrés, aux quels il ne peut cependant faire aucun bien, puisqu'il ne possède aucun moyen de le pratiquer. Mais l'honorabilité du caractère

du Président Suarez, et, en outre, l'amour des Montevidéens pour l'obéissance à l'autorité, leur ont permis de résister, sans ressource aucune, à toutes les forces du gouvernement Argentin. L'exemple de ce qui se passe dans Montevideo, ne pourroit se retrouver dans aucune histoire d'aucun peuple ancien ni moderne.

Il est certain que ces bonnes conditions ont été secondées par la résolution spontanée de toute une population bien décidée à défendre ses penates. C'est alors qu'on a vu paroître un de ces hommes doués d'une énergie surnaturelle et capables de surmonter toutes les difficultés par la vigueur de la volouté. Cet homme est le Général Pacheco à qui personne parmi ses amis ou ses ennemis ne refuse le mérite d'avoir donné à la défense de Montevideo ce caractère de fermeté indomptable qu'elle a conservé jusqu'à ce jour. De tels hommes et de semblables événements ne doivent point être jugés par les contemporains ; l'histoire seule pourra juger de tels hommes et de tels actes.

Mais, dans les événements inouis qui se sont passés dans Montevideo, l'histoire ne donnera point à un seul homme toute la gloire ni tout le mérite ; chacun des défenseurs de Montevideo y trouvera son lot, parceque chacun y a occupé dignement son poste et il n'y en avoit aucun qui ne fut point périlleux.

Dans les rudes leçons de cette école extraordinaire, s'est formée aux affaires publiques, une génération de jeunes hommes politiques dont le mérite et les rares qualités apparôîtront plus tard.

Vous ne regretterez point, Milord, de connoître le nom de ceux d'entre ces jeunes nourrissons de la diplomatie, de la guerre ou de l'administration qui seront appelés, par la force des choses, à figurer plus tard dans les affaires de leur patrie. Si je ne cite que des noms choisis entre les défenseurs de Montevideo, c'est que là a dû se développer le plus de qualités dans toutes les branches de l'administration, parceque là, au milieu de toutes les difficultés et de toutes les privations étoit le plus grand péril.

Parmi les jeunes hommes qui résument, par rapport

à l'Europe, la valeur qu'on attribuera plus tard aux défenseurs de Montevideo, et au niveau des anciens qui ont dominé cette terrible époque, par leur sagesse dans les conseils, apparoissent en première ligne Don Manuel Herrera y Obes, cousin du Général Melchor Pacheco y Obes. M. Herrera qui occupe avec une haute distinction le ministère des affaires étrangères dans Montevideo, est un homme d'un grand savoir, d'une sagesse et d'une prudence consommées.

Puis vient Don Andres Lamas, légiste philosophe qui a fait preuve d'une grande habileté diplomatique dans la difficile mission qui lui étoit échue, de prêcher en faveur du faible pauvre et opprimé, contre le fort riche et oppresseur. Ce jenne diplomate a su gagner l'estime du Gouvernement de S. M. Empereur du Bresil près de qui il est accredité.

Après ces hommes jeunes encore et d'élite, parmi les hommes publics qui se sont formés dans cette rude lice de Montevideo il faudroit citer un grand nombre de noms à la tête des quels seroit le Colonel Battle actuel Ministre de la Guerre. Mais son nom joint à ceux déjà cités, en qualité de soutiens du vénérable Président Suares, résume tous les éloges qu'on pourroit donner au patriotisme et à la probité de tous les défenseurs de Montevideo.

On dira cependant que la force militaire a changé de mains, plusieurs fois dans l'espace de neuf années de siège, et cela n'étonnera personne, car on se demande ce qui arriverait dans une ville d'Europe qui seroit assiégée durant neuf années! Mais ce qui doit étonner tous ceux qui ne connoissent pas le caractère particulier des Montevideens, c'est de voir un vieillard sans autre pouvoir que la dignité de son caractère personnel, conserver, dans ses faibles mains, l'autorité que pas un homme n'oseroit lui disputer, tant il est respectable et respecté, ce vieillard vénérable.

Ce fait, Milord, cet digne de votre attention.

Montevideo, pour avoir un gouvernement profitable à son pays et avantageux aux intérêts commerciaux du monde, n'a besoin que d'une chose, c'est de se voir délivré de la force brutale qui menace ses institutions et sa nationalité. Il ne demande que le libre exercice de ses droits foudés sur les traités.

Ce résultat, Milord, est en vos mains, et vous ne sauriez douter qu'en affranchissant le commerce, dans les eaux de la Plata, on créeroit dans ces belles contrées, des biens incalculables pour les intérêts de la Grande Bretagne.

3°. Le Gouvernement de Montevideo a fait un grand bien en résistant à Rosas :

1°. Il a prouvé, qu'un petit état bien organisé, peut résister, par la seule force morale de ses institutions, à la force matérielle et immorale d'un despotisme brutal.

2°. Il a donné l'exemple du respect pour l'ordre, pour les personnes et pour la propriété des étrangers, au milieu des circonstances les plus extraordinaires où se soit jamais trouvé, aucun pays depuis le siège de Troie. Cet exemple si précieux, dans l'Amérique du Sud, étoit d'autant plus honorable que Montevideo avoit à combattre un ennemi qui tiroit toute sa force et les moyens d'attaque, de son mépris pour les droits de ces mêmes étrangers qu'il fouloit aux pieds.

3°. Enfin au milieu de ces incroyables circonstances et sans autres ressources que le dévouement de ses nationaux et des étrangers qui ont voulu s'associer à ce dévouement, le Gouvernement de Montevideo a improvisé des hôpitaux pour les malades des deux-mille familles qui se réfugièrent dans la ville, en fuyant devant l'armée d'invasion ; il a formé des écoles gratuites pour 400 enfants appartenants à ces familles ; il a établi des hospices militaires pour les blessés qui défendoient leur pays, &c. &c. &c. Ces faits sont acquis à l'histoire, et ils parlent trop haut en faveur d'un peuple malheureux, pour avoir besoin de commentaire.

Voilà, Milord, le bien qu'a pu faire le Gouvernement de Montevideo depuis qu'il lutte contre l'injuste agression de Buenos Ayres.

Pour compléter la défense de Montevideo et faire ressortir la moralité qu'elle renferme, il seroit nécessaire de faire le tableau complet des actes du Gouvernement de Buenos Ayres ; mais l'histoire en seroit trop longue et de plus on auroit peine à croire toutes les énormités qu'elle renferme. Il faut seulement tracer une légère esquisse des faits et gestes du Gouverneur de Buenos

Ayres, en répondant à la dernière question que j'ai posé en commençant ce mémoire.

4°. Rosas n'est il pas un homme d'ordre et, dans ce cas, pourquoi le renverser ?

A cette proposition, je réponds sans hésiter : Rosas est la représentation la plus terrible du désordre moral et administratif, sous les dehors fallacieux de la moralité administrative.

L'ordre dont Rosas fait jouir Buenos Ayres depuis vingt années est de la même nature que l'ordre de Varsovie, c'est à dire la tranquillité des tombeaux L'ordre de Rosas a pour base la délation, dont l'espionnage pénètre même dans le sanctuaire de la famille ; il a pour aides la confiscation et la proscription ou la mort.

Il ne faut pas, dans un sujet si grave, se jeter dans la déclamation ; il faut dire des faits.

Qu'a fait Rosas ?

Que restera-t-il de lui ?

Voilà les deux questions dont la solution renferme le seul jugement vrai qu'on puisse porter sur un homme public. La réponse est simple : Buenos Ayres possédait des hopitaux dotés par l'Etat—Rosas leur a retiré la dotation, sous prétexte du blocus Français, mais depuis lors les hopitaux n'ont plus été secourus ; ils sont à l'état d'inanition, ou bien fermés.

Il existait un tour pour les enfans trouvés—Rosas l'a supprimé. Il y avait une institution gratuite d'éducation pour les jeunes filles ; elle étoit soutenue par les dames de la ville—Rosas la détruite. Il y avait une académie et des colleges soumis à des regles fixes. Tout est régenté aujourd'hui par un système de décrets émanés de Rosas, le grand maître de toutes choses, et un exemple curieux de ce système est le suivant. L'histoire de l'Amérique consiste pour la jeunesse élevée par Rosas, dans l'étude d'une simple liste des faits chronologiques, depuis l'époque de la conquête ; mais depuis l'avènement de Rosas au pouvoir, commence la seule histoire qui soit enseignée aux argentins d'aujourd'hui, c'est à dire que la patrie Argentine a pour toute histoire une biographie de Rosas dictée par lui même !

Voilà ce que Rosas a fait, ou plutôt ce qu'il a détruit dans la partie morale de son administration. Quant à la partie réglementaire, cette administration, cache, sous des formes régulières en apparence, la plus hideuse dépravation.

Ainsi le cérémonial inventé par Rosas, est d'une grande rigidité, quant à la hiérarchie ; Il a publié, à ce sujet, un des décrets les plus compliqués de son administration, mais on a vu, depuis vingt ans, les rangs supérieurs de cette hiérarchie s'éclaircir, à mesure que ceux qui les occupoient s'approchoient trop du soleil c'est ce qui est arrivé surtout parmi, les grands dignitaires de la *mazorca*.

Enfin la régularité qui apparait dans les comptes de la *contaduria* qui donnent tous les mois l'état des finances du pays, est le leurre le plus insigne qu'on puisse imaginer, en tant que vérité des sommes appliqués à tel ou tel emploi. Seulement sa lecture fait frémir quelque fois, en-voyant écrit, dans les comptes de l'état ces mots qui ne sont que trop vrais !

"Au Colonel Don Ramon Rodriguez, 800 piastres pour remettre au juge de paix de la quatrième section de Monsalvo, afin de payer les trois individus qui ont coupé la tête au malfaiteur José Ignacio Frias." (Gaceta mercantil du 27 Février, 1840.)

Où est la sentence légale qui a condamné cet homme puis qu'il est un malfaiteur ? Hélas ! depuis vingt ans, on cherche en vain des juges dans Buenos Ayres ; on n'y rencontre qu'un Bourreau !

Je ne me permettrai pas, Milord, de m'étendre davantage sur l'état moral de Buenos Ayres ; j'en ai dit assez pour faire comprendre qu'un pays dans le quel le respect de la propriété est méconnu et dans le quel la vie des citoyens est à la merci d'un seul homme, ne peut donner satisfaction aux intérêts moraux et matériels de l'Europe civilisée. Aussi j'ose affirmer que tant que durera à Buenos Ayres, ce gouvernement exceptionnel qui puise sa force intérieure dans l'immoralité civique, et au dehors dans la déprédation et la ruine de ces voisins, jamais les intérêts du commerce étranger ne pourront prospérer dans ce pays.

C'est en vain qu'on parleroit du bon vouloir de Rosas au sujet de l'emprunt Anglais.

Rosas a feint de vouloir payer les intérêts de cette dette en 1844, lorsqu'il a crû pouvoir détourner l'intervention Anglaise dont il étoit menacé. Le décret favorable à la creance Anglaise fut publié avant l'intervention et retiré immédiatement après.

Depuis lors Rosas a promis de payer dès que finiroit l'intervention.

L'intervention finie, il a exigé de l'Angleterre qu'elle intervint près de la France, près du Brésil, près d'Urquiza, près du Paraguy, et si l'Angleterre pouvoit donner à Rosas gain de cause partout où sa cause se perd, en raison de l'horreur qu'elle inspire, il est permis de croire que Rosas entamerait une querelle avec le Céleste Empire, et demanderoit encore l'appui de l'Angleterre, plutôt que de payer religieusement les intérêts de sa dette

Milord, nul gouvernement dont la force repose sur l'immoralité administrative et politique, ne saurait être juste envers les étrangers.

Cette vérité constante dans l'histoire, me porte à dire que les justes exigences des Bondholders ne seront satisfaites par rapport à l'emprunt de Buenos Ayres, comme elles l'ont été au Chili et au Pérou, que lors qu'un gouvernement honnête et régulier aura succédé à la dictature irresponsable et *sans but avoué* qui opprime les provinces Argentines.

Vingt années de patience de la part de l'Angleterre et d'horribles souffrances pour ces malheureuses populations sont la preuve évidente de la vérité des convictions que je me permets d'émettre.

A l'appui de mon opinion, je citerai les paroles si frappantes d'un des hommes publics de la *nouvelle génération* appartenant au Rio de la Plata :

“ Les bras et les capitaux apportés par l'émigration et le commerce, exigent, comme condition vitale pour leur prospérité, un état de paix assuré, la sécurité de la personne et l'inviolabilité de la propriété, enfin une légitime liberté de travail et d'industrie. Telles sont les conditions essentielles sans les quelles bras et

" capitaux restent paralysés, et qu'ils ont le droit de
" réclamer impérieusement.

" Nous le reconnaissons et le proclamons sans em-
 " barras aucun :

" C'est là le droit de l'Europe."

Notice sur le République Orientale de l'Uruguay,
 page 45. Par Don Andres Lamas, Ministre Plenipo-
 tentiaire, près S. M. L'Empereur du Brésil.

Telles sont, Milord, les maximes proclamées par les
 adversaires politiques du Gouvernement Argentin.

Je laisse à votre haute sagesse le soin d'apprécier la
 valeur de ces maximes, en les comparant aux actes qui
 ont rempli, la vie publique du Général Rosas.

Milord, je crois avoir accompli la tâche que je me suis
 imposée, en cherchant à éclairer votre conscience poli-
 tique sur les véritables intérêts du commerce en général
 dans le Rio de la Plata et en particulier sur ce que ré-
 clament tous les intérêts de la Grande Bretagne.

Le commerce Anglais est tellement supérieur à celui
 de chacune des grandes nations du Globe, que tout ce
 qui sera fait en faveur du commerce en général, rejaillira
 principalement sur l'intérêt commercial de la Grande
 Bretagne.

L'ouverture du céleste empire au commerce du monde
 entier est un fleuron brillant de la gloire Britannique,
 mais, Milord, j'ose dire que l'ouverture de la merveil-
 leuse canalisation naturelle qui sillonne l'intérieur de
 l'Amerique de Sud, depuis l'embouchure des Amazones
 jusqu'au Rio de la Plata, formera le complément des
 grandes choses que l'Angleterre du 19^e siècle est appelée,
 à léguer aux siècles àvenir.

Vous daignerez, Milord, excuser la hardiesse qui me
 porte à vous présenter ce mémoire trop long, quoique
 incomplet, des idées que fait naître chez tout homme
 penseur l'état actuel de l'Europe et celui de l'Amérique.

La navigation avoit donné un monde nouveau au
 monde ancien ; la vapeur les a rapprochés l'un de l'autre.
 Il est impossible que la loi du progrès n'opère sur les
 deux hémisphères des bienfaits analogues.

S'il en étoit autrement, les deux mondes dépériraient

simultanément, par l'effet destructeur de deux barbaries opposées : l'ancien monde, faute de terre pour ses populations entassées ; le nouveau monde, au moins dans sa partie sud, par le défaut de population, sur ses terres désertes.

Cette double destruction ne peut avoir lieu, parce qu'elle est contraire aux lois de la création, et il appartient à la civilisation de pourvoir aux moyens qui devront amener l'équilibre nécessaire entre les peuples et la terre qu'ils occupent.

Le peuple le plus civilisateur sera donc, incontestablement, celui qui aura le plus contribué à établir cet équilibre que réclame la civilisation dans les deux hémisphères.

À ce titre l'Angleterre est appelée à aider puissamment, si non à diriger le mouvement qui doit s'étendre de plus en plus entre l'Europe et l'Amérique.

Quant au moyen qui doit hâter le plus ce mouvement bienfaisant dans les deux hémisphères, je ne juge inutile d'en occuper votre attention, Milord, attendu qu'il a été suffisamment indiqué dans l'entrevue dont vous avez daigné m'honorer.

En attendant qu'une occasion nouvelle s'offre à moi de vous présenter mes hommages respectueux.

J'ai l'honneur d'être

Milord,

Votre très humble et obéissant serviteur,

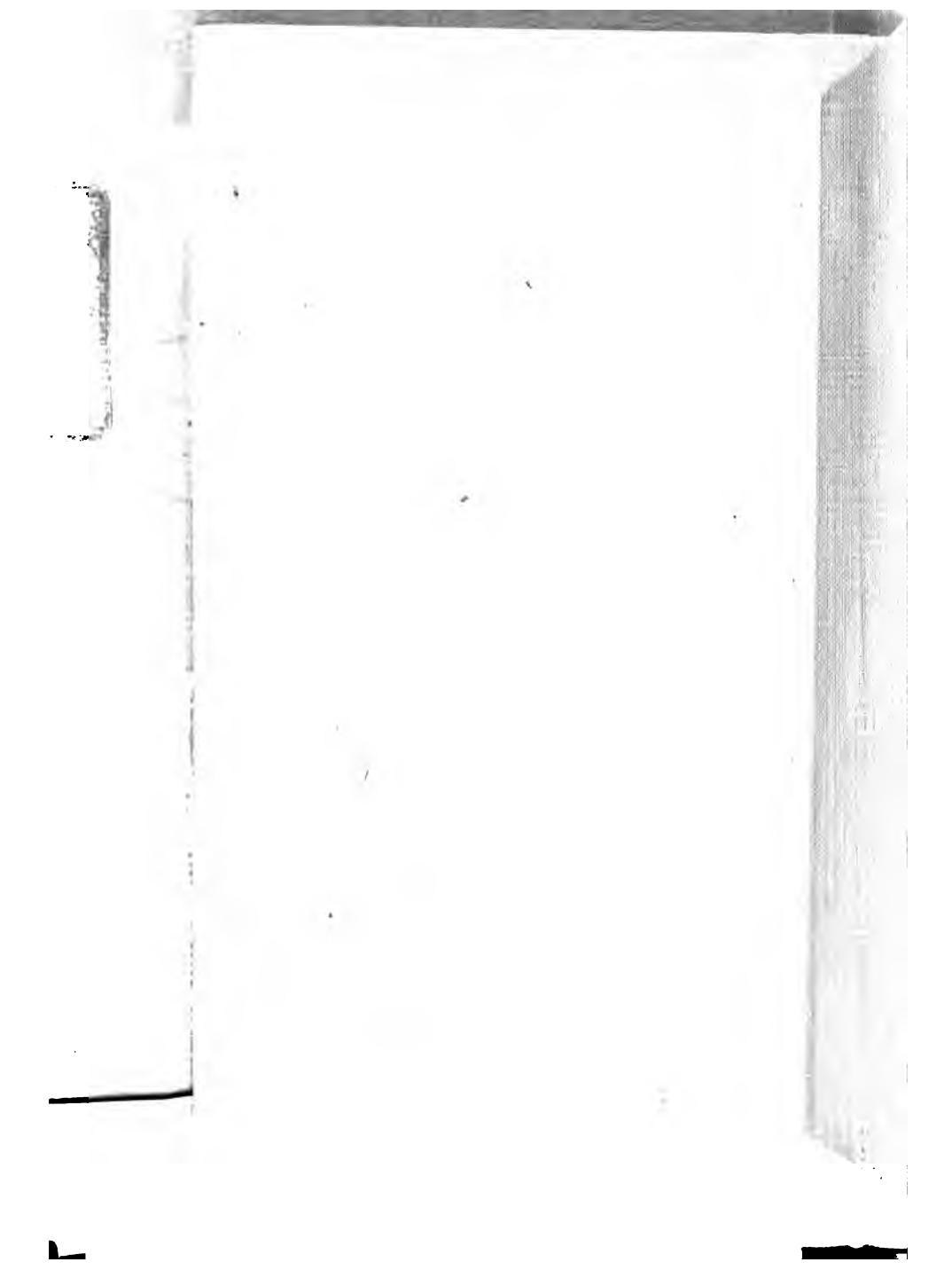
LE BARON DE MASCAREÑAS.

S

T

16.3

P



F 2846.3 Zp
Lettre politique sur les affai
Stanford University Libraries



3 6105 033 483 517

F
2846.3
Zp

Stanford University Libraries
Stanford, California

Return this book on or before date due.

--	--	--

